

POLITIQUE DE PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

1. L'ENGAGEMENT DE L'ETABLISSEMENT

Le centre hospitalier de La Châtre est composé d'un pôle sanitaire, d'un pôle médico-social (regroupant six établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes) et d'un pôle domicile. Ces différents pôles sont engagés dans une démarche de protection des données des usagers, conformément à la loi informatique et libertés du 6 janvier 1978 modifiée et au règlement général sur la protection des données du 27 avril 2016.

Dans le cadre des missions qui nous incombent, nous sommes amenés à collecter et à traiter des données à caractère personnel sur nos usagers (patients, résidents, etc...). Ainsi, nous nous engageons à traiter ces données de manière transparente, confidentielle et sécurisée. Ces mêmes données sont soumises :

- au secret professionnel
- au respect de la loi informatique et libertés
- aux dispositions inscrites au sein du règlement général sur la protection des données.

2. L'OBJECTIF DE CETTE POLITIQUE

Dans un souci de transparence, nous souhaitons vous informer de la manière :

- dont vos données à caractère personnel (y compris vos données de santé) sont traitées au sein de notre établissement
- dont vous pouvez exercer vos droits en matière de protection des données à caractère personnel.

3. LES CATEGORIES DE DONNEES TRAITEES

Les données susceptibles d'être collectées sur les usagers lors d'un passage au sein de notre établissement sont :

- **les données d'identification** (noms, prénoms, date de naissance, sexe, adresse, numéro de téléphone, numéro de sécurité sociale, etc...)
- **les données de vie personnelle et professionnelle** (habitudes de vie, situation familiale, personnes à contacter, personne de confiance, employeur, etc...)
- **les données d'ordre économique, financier ou juridique** (informations sur votre mutuelle, type de prise en charge, existence de mesures de protection, etc...)
- **les données de santé et autres données sensibles** (antécédents médicaux, diagnostics, résultats d'examens, traitements, imagerie, données génétiques, etc...)
- **les données autres** (données pouvant être imposées par une réglementation en vigueur à laquelle est soumis l'établissement).

Les données susceptibles d'être collectées sur les personnes à prévenir ou sur les personnes de confiance lorsqu'un proche effectue un passage au sein de notre établissement sont :

- **les données d'identification** (noms, prénoms, adresse, numéro de téléphone, etc.)
- **les données de vie personnelle** (lien avec l'utilisateur).

Rédacteurs (et/ou source(s)) : Responsable du système d'information	Services (ou fonctions) concerné(s) : Tous	Validation	C. HUET Responsable du système d'information
		Approbation	S. SOUBRAS Responsable QGDR
		Publication autorisée	A. CREPIN Directrice déléguée

Seules les données strictement nécessaires à votre prise en charge ou liées à une obligation légale sont collectées et traitées. Ces données sont collectées directement auprès de vous (ou de manière exceptionnelle auprès de vos proches si votre situation médicale ne le permet pas) ou, dans le cadre du suivi de la prise en charge, auprès d'un autre établissement ou professionnel de santé.

4. LES FONDEMENTS JURIDIQUES DES TRAITEMENTS DE DONNEES

Le traitement des données personnelles suscitées a pour fondement juridique :

- le consentement (article 6 ④ 1.a du RGPD) ➡ par exemple : les prises de rendez-vous par téléphone ou par internet sur un site de prise de rendez-vous type Doctolib
- l'obligation légale (article 6 ④ 1.c du RGPD) ➡ par exemple : la transmission des informations aux organismes habilités (direction générale des finances publiques, assurance maladie, etc.)
- la sauvegarde des intérêts vitaux de la personne (article 6 ④ 1.d du RGPD) ➡ par exemple : en cas d'intervention du SAMU (rapidité d'intervention)
- l'exécution d'une mission d'intérêt public (article 6 ④ 1.e du RGPD) ➡ par exemple : les informations recueillies dans le cadre de votre prise en charge
- l'intérêt légitime (article 6 ④ 1.f du RGPD) ➡ par exemple les informations recueillies dans le cadre de votre prise en charge
- le secret professionnel (article R. 4127-4 du code de la santé publique)
- l'échange et le partage dans le cadre d'une équipe de soins (article L. 1110-4 du code de la santé publique)

5. LES FINALITES DES TRAITEMENTS DE DONNEES

Vos données à caractère personnel sont, entre autres, nécessaires au centre hospitalier de La Châtre pour :

- **Vous soigner** : tout votre suivi médical est informatisé mais peut également se faire sous format papier
- **Gérer votre dossier** : gestion administrative, courriers, facturation des actes, télétransmission des feuilles de soins, etc...
- **Renforcer la sécurité de votre prise en charge** : processus d'identitovigilance
- **Assurer votre sécurité** : gestion d'un système de vidéoprotection sur le site de l'établissement pour la sécurité des biens et des personnes
- **Vous faire parvenir des résultats** : compte-rendu d'imagerie, compte-rendu d'hospitalisation, etc...
- **Analyser l'activité de l'établissement** : programme de médicalisation des systèmes d'information obligatoire depuis la loi du 31 juillet 1991
- **Réaliser des statistiques** : avec l'objectif d'améliorer les processus internes de l'établissement

6. LES DESTINATAIRES DE DONNEES

Les destinataires de vos données sont les membres des équipes de soins qui vous prennent en charge, les agents des services administratifs chargés de la gestion de votre dossier et les agents des services logistiques et informatiques dans la limite de leurs attributions respectives et de leurs habilitations. Ils sont soumis à une obligation de confidentialité et au secret professionnel.

Seuls les professionnels de santé de l'équipe de soins intervenant dans votre prise en charge, ou celle de votre enfant, peuvent accéder aux données médicales. Afin de garantir la coordination, la continuité des

soins, le suivi médico-social ou social du patient, certaines informations peuvent être partagées ou échangées avec votre médecin traitant et les professionnels assurant votre prise en charge, sauf opposition pour un motif légitime de votre part. Dans ce cadre, les informations vous concernant sont susceptibles d’être déposées chez un hébergeur de données agréé à cet effet et traitées par des organismes partenaires.

Vos données peuvent être transmises à des prestataires de services et des sous-traitants réalisant des prestations le centre hospitalier de La Châtre, dans le respect du RGPD et dans les limites des contrats de sous-traitance.

Afin d’élaborer ou réviser le projet régional de santé, d’évaluer la qualité des soins, et d’assurer la veille et les vigilances sanitaires, ou également dans le cadre de la détermination des ressources ou du contrôle de l’activité du centre hospitalier de La Châtre, certaines informations doivent être transmises à des organismes publics, autorités de santé, professions réglementées, conformément à la réglementation (direction générale des finances publiques, institution judiciaire, agence régionale de santé, assurance maladie obligatoire et complémentaire, ministère en charge de la santé, commissaires aux comptes, etc.).

Enfin, les autorités de police, autorités judiciaires ou administratives peuvent être destinataires lorsque nous avons l’obligation légale de le faire ou afin de garantir les droits, les biens et la sécurité du centre hospitalier de La Châtre.

7. LES DUREES DE CONSERVATION DES DONNEES

Les données collectées sont hébergées en externe sur les serveurs d’un hébergeur de données de santé dans le respect des dispositions réglementaires (Articles R 1112-1 à R 1112-9 du Code de la Santé Publique) relatives à l’hébergement de données de santé à caractère personnel par un établissement de santé public ou privé. L’hébergeur est le GIP SILPC.

Les données collectées sont conservées pendant une durée limitée, définie en fonction des finalités de chaque traitement de données et de la réglementation en vigueur.

Conformément au code de la santé publique, les données constitutives du dossier médical sont conservées pendant une période de vingt ans à compter de la date du dernier passage, ou au moins jusqu’au vingt-huitième anniversaire du patient pour les enfants de moins de 8 ans, ou pendant dix ans à compter de la date du décès. Certaines données peuvent être conservées plus longtemps si la loi le prévoit.

La mention des actes transfusionnels pratiqués et, le cas échéant, la copie de la fiche d’incident transfusionnel sont conservées pendant 30 ans à partir de la date de l’acte transfusionnel (instruction interministérielle du 14 août 2007 transposant l’article 4 de la directive européenne 2005/61/CE).

8. LA SECURITE DES DONNEES

Une politique générale de sécurité des systèmes d’information de santé (PGSSI-S) fixe les exigences de sécurité des services numériques en santé. Sur la base de ce référentiel, une déclinaison propre au centre hospitalier de La Châtre est appliquée au travers d’une politique de sécurité du système d’information pour définir les orientations et les exigences de sécurité mises en œuvre et adaptées au niveau de l’établissement au regard de la nature des données traitées et aux activités. Des mesures de sécurité physiques, logiques et organisationnelles appropriées sont prévues pour garantir la confidentialité des données, et notamment éviter tout accès non autorisé. Des dispositifs permettent de s’assurer que les

sous-traitants présentent des garanties appropriées pour assurer la sécurité et la confidentialité des données personnelles.

Les établissements rattachés au centre hospitalier de La Châtre mettent en œuvre des mesures techniques et organisationnelles de façon à garantir la sécurité des données personnelles et les protéger contre les risques d'accès illégitime, de modification non désirée ou de disparition.

Les professionnels de ces mêmes établissements sont sensibilisés à la confidentialité des données qu'ils traitent par des campagnes régulières d'information.

9. LES DIFFERENTS DROITS

Dans la limite du droit applicable, vous disposez de droits sur les données personnelles vous concernant, à savoir :

- **Un droit d'accès** : vous avez le droit à l'accès et à la communication des données collectées et traitées par le centre hospitalier de La Châtre vous concernant à tout moment
- **Un droit de rectification** : vous pouvez demander la rectification des données inexacts ou Incomplètes
- **Un droit à l'oubli** : vous pouvez demander l'effacement de vos données dans la limite du droit applicable
- **Un droit à la limitation du traitement de vos données** : vous pouvez demander la limitation des traitements de vos données, dans les limites du droit applicable
- **Un droit d'opposition** : vous disposez d'un droit d'opposition au traitement, sous réserve d'un motif légitime et dans les limites du droit applicable
- **Un droit à la portabilité** : vous disposez du droit à la portabilité des données vous concernant. Ce droit vous permet de récupérer vos données sous une forme lisible et aisément réutilisable et, le cas échéant, de les transférer ensuite à un tiers
- **Un droit de retrait du consentement** : lorsqu'un consentement à la collecte et au traitement des données vous a été requis, vous avez le droit de le retirer à tout moment

A NOTER

Pour la gestion de votre dossier médical, en application des dispositions de l'article 21 du RGPD et l'article 56 de la loi Informatique et Libertés, le droit d'opposition ne trouvera pas à s'appliquer au dossier médical puisqu'il est basé sur le fondement juridique de l'obligation légale.

Pour toute information concernant la protection des données ou en cas de difficulté d'accès à vos données, après avoir fait les démarches auprès des services concernés, ou en cas de réclamation sur vos données, vous pouvez solliciter la déléguée à la protection des données que vous pouvez joindre par courriel ou par voie postale aux adresses suivantes :

Par voie postale :

Centre Hospitalier de Châteauroux- Le Blanc
A l'attention de la déléguée à la protection des données
216, avenue de Verdun
Pavillon 02- 1^{er} étage
36000 Châteauroux

Par voie électronique :

dpo@ch-chateauroux.fr

Vous disposez également du droit d'introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés. Pour cela, vous pouvez vous rendre sur le site direct de la CNIL à l'adresse

suivante : www.cnil.fr